

Assurance-maladie

Crise, primes et pouvoir d'achat

Depuis le début du XX^e siècle, la structure du budget des familles s'est profondément modifiée en Suisse et le poids des primes d'assurance-maladie n'a cessé de peser de plus en plus lourdement sur le revenu disponible de la classe moyenne.

Comment relancer la consommation des ménages en période de récession et lutter contre la précarisation de ces derniers ?

Philipp Müller

Yverdon-les-Bains



«L'assurance-chômage agit comme un stabilisateur automatique face à la crise». Pour la majorité bourgeoise, cette phrase se veut rassurante. Il est vrai que sans l'assurance-chômage obligatoire pour laquelle la gauche s'est battue pendant des décennies, la réalité serait bien pire. Parler de stabilisateur automatique, c'est cependant faire semblant que la lutte contre les conséquences sociales du marasme économique pourrait se résumer aux versements d'indemnités chômages pendant 400 voire 520 jours à hauteur de 70% ou 80% du dernier salaire obtenu. L'expression semble surtout servir d'argument-écran pour légitimer la faiblesse des réponses politiques face à une crise économique qui s'annonce longue et dure et qui risque, notamment, d'accentuer encore la crise du pouvoir d'achat suisse.

Travailler autant, gagner moins

Cela fait maintenant vingt ans qu'il existe dans notre pays un problème de fonds sur le plan de l'évolution du pouvoir d'achat de la majorité des ménages. Les rares chiffres disponibles montrent deux choses. Depuis les années 1990, le revenu disponible – c'est-à-dire ce qui reste à un ménage après s'être acquitté de ces cotisations sociales, de ses frais d'acquisition du revenu, de son loyer, du paiement de ses primes d'assurance-maladie obligatoire et des impôts – a fondu de 10% pour les 25% des ménages les moins bien lotis. Les 50% des ménages classés au milieu ont subi une légère régression. Quant aux 25% qui touchent les revenus les plus élevés, ils s'en sortent nettement mieux avec une hausse de plus de 10%.

Ces développements s'expliquent par la stagnation des salaires réels d'une bonne partie du salariat, de l'augmentation du nombre de personnes contraintes de se tourner vers l'aide sociale ou qui vivent dans des conditions financières précaires («working poor») couplée à une hausse constante des loyers et des primes de l'assurance-maladie obligatoire (AOS). Autrement dit, dans notre pays dont la moyenne des heures de



Lors du choc pétrolier des années 1970, les femmes et les travailleurs migrants ont subi de plein fouet les effets du ralentissement économique

travail compte parmi les plus élevées d'Europe, travailler autant rime avec gagner moins.

Le poids des primes

On compare trop souvent la crise actuelle avec la Grande dépression des années 1930. En ce qui concerne la question du pouvoir d'achat, cette comparaison vaut cependant le détour. Prenons le cas de la famille d'un ouvrier qualifié voire d'une employée qui vit dans une grande ville suisse. Il y a 75 ans, plus d'un tiers de son salaire part dans l'alimentation, un autre petit tiers est consacré au logement. Quant aux assurances, elles ne représentent que le 7% des dépenses. Aujourd'hui, la donne a fondamentalement changé. Alors que pour de nombreuses familles, les charges locatives ne sont pas très éloignées de leur poids d'alors, il en va autrement de l'alimentation et des assurances. La première n'accapare plus guère que 10% des dépenses. Les secondes par contre, dont principalement les primes de l'AOS, absorbent entre 15 et 20% du revenu disponible d'une partie importante des ménages.

Le Canton de Vaud dispose d'une politique des subsides à l'assurance-maladie particulièrement favorable aux bas revenus. Ainsi, en prenant une famille avec deux enfants et un revenu mensuel net de 4'500 francs par mois, la part à charge dans l'AOS de ce ménage se situe à moins de

400 francs par mois ou moins de 9% du revenu disponible. Le même ménage avec un revenu mensuel net de 5'000 francs consacre un peu plus de 11% de son revenu aux primes. A 6500 francs nets par mois, montant correspondant au revenu moyen des ménages suisses, les primes pèsent presque 13% avant de redescendre à nouveau dès 7'000 francs nets. Autrement dit, à partir d'un certain revenu et jusqu'à un certain seuil, les primes pèsent lourdement.

Stabilisateurs automatiques

Pendant la crise des années 1930, l'absence d'une assurance-chômage obligatoire et la hausse vertigineuse du nombre de bénéficiaires d'une assistance publique rachitique ont fortement contribué à l'effondrement de la consommation intérieure. Pendant la crise des années 1970, c'est l'exportation du chômage à travers le renvoi de centaines de milliers de migrants du travail et la sortie forcée du marché du travail d'une partie des femmes qui ont amorti l'effet de la récession profonde. Pendant les années 1990, l'assurance-chômage, désormais obligatoire, a partiellement assumé cette fonction. Aujourd'hui, la stabilisation et le renforcement du pouvoir d'achat de la majorité des salarié-e-s et des ménages doivent constituer un pilier central de la sortie de crise. A moins de recourir aux détestables recettes du passé.